

● (1120)

Si nous songeons à un autre courant au sein de notre civilisation, à la civilisation grecque, par exemple, nous pouvons facilement remonter à Socrate que l'État a exécuté pour subversion. Il était accusé de corrompre la jeunesse de son temps, mais Socrate avait plus de respect pour la politique grecque que ses accusateurs et il refusa de mettre à exécution le plan d'évasion que certains de ses amis avaient préparé pour lui. Il répondit que par respect pour les lois d'Athènes, il préférerait boire la ciguë plutôt que de jeter le déshonneur sur la société dans laquelle il vivait.

Dans les deux grands courants de la civilisation occidentale, monsieur le Président, nous constatons qu'à l'égard de deux événements d'importance capitale, l'État a eu tort. Les Romains ont eu tort de crucifier le Christ et les autorités grecques d'exécuter Socrate.

Permettez-moi de donner quelques autres exemples, monsieur le Président. Pendant la révolution américaine, un grand nombre de révolutionnaires ont été accusés de sédition et de subversion parce qu'ils ont tenté de s'opposer à la perception injuste de taxes dans les 13 colonies par le gouvernement britannique. Les Américains diraient maintenant, même si ce n'est peut-être pas prudent de le répéter au Canada à cause de la tradition des Loyalistes de l'Empire britannique, que le gouvernement de la Grande-Bretagne n'avait pas traité convenablement ceux qui osaient réclamer l'indépendance des 13 colonies ou prétendre que les lois fiscales de l'époque étaient peut-être injustes.

Un autre exemple tiré de notre vie politique et plus particulièrement de celle du Nouveau parti démocratique a trait à la grève générale de Winnipeg de 1919. J. S. Woodsworth, qui, je pense, est maintenant considéré par tous comme un personnage important de l'histoire du Canada et qui était généralement admiré non seulement par les membres de son propre parti politique, mais aussi par bien d'autres personnes, a été accusé de sédition en 1919. Cette accusation ne découlait pas d'actes de violence ou de propos mettant les décisions de l'État en doute, mais plutôt du fait qu'il avait cité un texte d'Isaïe. C'est pour cela qu'on l'a accusé de sédition. C'était mal vu à l'époque. J'imagine que les gens d'alors n'auraient pas aimé Isaïe non plus parce qu'il critiquait sévèrement la façon d'agir des autorités envers les plus faibles.

Voilà pourquoi nous nous inquiétons des pouvoirs que le projet de loi accorde à l'État, ou plutôt des pouvoirs qu'il confirme parce que l'État les a toujours eus. Ce qui est regrettable, c'est que nous avons perdu une excellente occasion d'apporter des changements à nos services de sécurité et de rendre ceux-ci davantage comptables de leurs actes en mettant à profit les erreurs d'un long passé.

● (1125)

Je ne veux pas parler uniquement du passé du Canada et de sa vie politique et de choses comme l'accusation de sédition portée contre J. S. Woodsworth, mais aussi d'événements survenus à l'époque du Christ et de Socrate. Quand allons-nous nous rendre compte, monsieur le Président, que l'État devrait

Service du renseignement de sécurité

être tenu davantage comptable de ces actes que ne le prévoit le solliciteur général (M. Kaplan) dans le projet de loi à l'étude? Quand allons-nous apprendre que des organismes comme les services de sécurité doivent être tenus d'analyser et d'évaluer leurs activités? Quand allons-nous apprendre, vu toutes les leçons que nous pouvons tirer de l'histoire, qu'un État se considère toujours lui-même de façon très restreinte et pharisaïque et qu'à cause de cela, il doit être tenu de rendre compte de ses décisions? Le solliciteur général aurait dû profiter de l'occasion pour faire du Canada un pays dont tous les autres pourraient suivre l'exemple. Le ministre aurait pu le faire s'il avait été prêt à donner suite à certaines des recommandations de la commission McDonald, surtout pour ce qui est de l'obligation de rendre des comptes au Parlement.

Les membres du parti néo-démocrate savent mieux que quiconque, étant donné qu'ils ont derrière eux une longue tradition de critique des idées reçues, ce que peut faire la méfiance et ce que peuvent être les abus de l'État à l'égard de ceux auxquels ont prêté des tendances subversives. Nous savons trop bien que, au fil des années, on a vu dans la dissidence politique légitime et de nombreuses idées novatrices, aujourd'hui indissociables de notre mode de vie, une première percée du bolchévisme. Quand le régime d'assurance-maladie et le régime de pensions ont été préconisés, on a cru que les bolchévistes étaient à l'œuvre au Canada.

J'ai écouté avec intérêt le député de Victoria (M. McKinnon) affirmer récemment que nous n'étions pas les seuls à avoir des préoccupations de cet ordre. Un grand nombre de personnes appartenant à d'autres partis politiques s'intéressent sincèrement à ces questions. Nous voulons les entendre et collaborer avec eux en vue de modifier ce projet de loi. N'empêche cependant que la politique ou la stratégie de la droite du Canada est de mettre en doute la loyauté des gens de la gauche, c'est-à-dire leur loyauté envers leur pays, laissant entendre qu'ils pourraient préconiser des idées subversives. On a agi ainsi pendant des dizaines d'années. Le député de Victoria peut bel et bien dire que, même s'il n'est pas d'accord avec moi, il ne cessera de défendre mon droit d'exprimer mes idées, mais d'autres députés de son parti ne sont pas aussi empressés de défendre le droit de parole. C'est une chose dont il faut être conscients quand nous débattons un projet de loi comme celui-ci.

Les pacifistes se trouvent aujourd'hui dans une situation de ce genre, monsieur le Président. Ils sont nombreux à subordonner leur loyauté à leur pays à l'avenir de la planète et de l'homme sur la planète. Le gouvernement actuel ne devrait pas, comme il le fait actuellement et comme il continuera à le faire si ce projet de loi est adopté, les considérer comme des agitateurs parce qu'ils contestent des politiques à courte vue, des politiques qui seront tenues pour insensées dans cent ans d'ici.

Nous avons échoué, monsieur le Président, et le ministre a échoué en imposant un pareil régime au Parlement et au Canada. Il a raté une excellente occasion d'accomplir enfin quelque chose de valable dans ce domaine.